

71^e ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME

Impressionnante parade militaire à Moscou

La Russie a célébré hier en grande pompe le 71^e anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne d'Hitler avec une parade militaire dans Moscou, dans une commémoration qui réunit les Russes au-delà des clivages politiques.

Près de 10 000 soldats, des chars et des systèmes antimissiles ont défilé sur les pavés de la place Rouge sous les yeux du Président Vladimir Poutine, de hauts responsables et d'une poignée d'anciens combattants.

Dans le ciel ont vrombi des avions militaires, dont des chasseurs Su-35, utilisés en Syrie.

Vladimir Poutine a profité de l'occasion pour appeler la communauté internationale à s'unir dans la lutte contre le terrorisme.

«Nous devons battre cet ennemi, et la Russie est ouverte pour unir ses forces avec d'autres Etats, prête à oeuvrer pour la création d'un système international de sécurité moderne et non-

aligné», a-t-il déclaré devant les troupes. Plus tard dans la journée, M. Poutine, un portrait de son père ancien combattant à la main, a marché dans le centre de Moscou à la tête d'un cortège estimé par la police à environ 400 000 personnes pour célébrer la mémoire des «défenseurs de la patrie» contre l'Allemagne nazie.

Ce défilé, appelé «Le Régiment immortel», qui réunit des proches de soldats ayant participé aux combats ou tués lors de la guerre, a été organisé pour la première fois en 2015 : Vladimir Poutine l'avait également mené, alors que la Russie célébrait le 70^e anniversaire de la victoire sur Hitler. Le père de M. Poutine, éga-



Parade militaire sur la place Rouge.

lement prénommé Vladimir, avait été mobilisé dans une unité de sabotage du NKVD, l'ancêtre du KGB, lors de la Seconde Guerre mondiale, appelée en Russie la «Grande guerre patriotique».

Une parade miniature a aussi été organisée hier sur la base de Hmeïmim, dans le nord-ouest de la Syrie, utilisée par la Russie pour mener une campagne de frappes aériennes en soutien au gouver-

nement syrien notamment contre les terroristes du groupe Daesh.

D'autres anciennes républiques de l'URSS ont commémoré la capitulation de l'Allemagne nazie le 9 mai, dont le Président du Kazakhstan Noursoultan Nazarbaïev, présent aux côtés de M. Poutine lors des célébrations à Moscou.

Les chefs d'Etat occidentaux avaient snobé la cérémonie l'an dernier, laissant M. Poutine, auquel ils reprochaient son soutien aux séparatistes prorusses en Ukraine, célébrer avec des dirigeants chinois, indien et cubain notamment.

L'URSS, dont la Russie est l'héritière, a perdu près de 27 millions de personnes durant la Seconde Guerre mondiale. La victoire de 1945 a été élevée au rang de mythe fondateur du patriotisme et de la grandeur russe.

UE-TURQUIE

Erdogan espère que l'exemption de visa accélérerait le processus d'adhésion

Le Président turc Recep Tayyip Erdogan a dit espérer hier que l'exemption de visa demandée par la Turquie pour ses citoyens voulant se rendre dans l'espace Schengen accélérerait son processus d'adhésion à l'Union européenne (UE).

«J'espère que l'exemption de visa (...) constituera une étape positive sur le chemin de la réalisation des engagements pris et accélérera le processus d'adhésion» de la Turquie à l'UE, un «objectif stratégique», a déclaré M. Erdogan dans un communiqué. Publiée à l'occasion de la Journée de l'Europe, cette déclaration intervient alors que M. Erdogan a récemment signifié son opposition à un assouplissement de la loi antiterroriste turque, jugée trop large, exigée par Bruxelles avant toute exemption de visa. «Nous irons de notre côté et vous du vôtre», avait dit vendredi M. Erdogan.

Cette sortie, au lendemain de l'annonce du retrait prochain du Premier ministre Ahmet Davutoglu, artisan côté turc de l'accord visant à juguler le flux de migrants vers l'Europe conclu le 18 mars avec Bruxelles, avait suscité l'inquiétude en Europe.

Une réforme de la loi antiterroriste fait partie des 72 conditions que la Turquie doit remplir pour obtenir une exemption de visa, dont Ankara a fait une condition indispensable pour appliquer l'accord sur les migrants. La Commission européenne a donné cette semaine son feu vert à cette mesure, à condition qu'Ankara remplisse dans les délais tous les critères. L'accord sur les migrants, par lequel la Turquie a notamment accepté le retour sur son sol de tous les migrants entrés illégalement en Grèce depuis le 20 mars, prévoit en outre l'ouverture de nouveaux chapitres d'adhésion à l'UE.

BURUNDI

Les putschistes voient leurs peines alourdies en appel

La Cour suprême du Burundi a condamné hier en appel 21 officiers de l'armée et de la police à la prison à vie pour leur participation à la tentative de coup d'Etat des 13 et 14 mai 2015, durcissant les peines infligées en première instance.

Pour deux de ces officiers, ce second procès s'est avéré particulièrement amer: acquittés en première instance, ils se sont vu condamnés en appel à la perpétuité.

Le 15 janvier, cette même cour — qui dispose de juridictions de première instance, d'appel et de cassation — avait condamné une première fois quatre généraux à la prison à vie pour avoir organisé la tentative de putsch, neuf officiers à 30 ans de prison pour y avoir pris part, huit hommes de troupe à cinq ans. Elle avait également acquitté sept personnes. Mais le parquet avait fait appel.

«Vingt-et-un officiers, dont les principaux accusés comme le général Cyrille Ndayirukiye, ont été condamnés à la perpétuité, ainsi que la quasi-totalité des colonels et des majors, condamnés à 30 ans de prison devant le premier degré», a expliqué à l'AFP une source judiciaire sur place à

Gitega (centre), sous couvert d'anonymat. «Le colonel à la retraite Jean-Bosco Daradangwa ou encore le général Prime Ngowenubusa, qui avaient été acquittés, écotent cette fois de la prison à vie, alors que cinq soldats et policiers ont été condamnés à deux ans de prison et deux autres acquittés», a précisé cette source.

Les condamnés sont en outre astreints à payer plus de 6 milliards de francs burundais (3,4 millions d'euros) de dommages-intérêts aux parties civiles, notamment l'armée, la police, le parti au pouvoir ou encore la radio Rema, proche du pouvoir, a annoncé la juge Domine Banyankimbona.

Vice-présidente de la Cour suprême, cette juge est réputée proche du parti au pouvoir.

Ce verdict, rendu par la section d'appel de la chambre judiciaire, est encore susceptible de pourvoi en cassation, devant la chambre de cassation de la Cour suprême.

«Je suis déçu, totalement déçu car mon client, le général Ngowenubusa, avait été acquitté, parce qu'il n'y avait aucune preuve qu'il avait participé à cette tentative de coup d'Etat», a réagi auprès de l'AFP son avocat, M^e Fabien Segatwa, joint par téléphone.

«Il est condamné sur des on-dit, car l'accusation n'a apporté aucun nouvel élément au cours de ce procès en appel», a-t-il poursuivi. Assurant continuer à «croire en la justice», il a promis de se pourvoir en cassation. Des observateurs internationaux ayant assisté au procès l'ont jugé «inique».

Les généraux Cyrille Ndayirukiye, ancien ministre de la Défense et numéro 2 des mutins, Herménégilde Nimenya, Zénon Ndabaneze et Juvénal Niyungeko, qualifiés par la Cour de «planificateurs de la tentative de coup d'Etat», ont été de nouveau condamnés à la prison à vie.

Ces prévenus comparaissaient sans défense, la Cour ayant récusé leurs avocats. Ils avaient tous les quatre reconnu avoir pris part au coup d'Etat, et avaient assumé ce choix en disant avoir ainsi défendu la Constitution.

Tous les quatre — militaires et policiers — étaient membres du Comité de restauration de la concorde nationale (CRCN), mis en place par le général Godefroid Nyombare, le chef des putschistes, actuellement en fuite, en annonçant la destitution du Président Pierre Nkurunziza le 13 mai. Le Burundi a plongé depuis fin avril 2015 dans une grave crise émaillée de violences, à l'annonce de la candidature du Président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, contraire selon ses opposants à la Constitution et à l'accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006).

Le 13 mai, après plus de deux semaines de manifestations contre cette candidature, interdites et sévèrement réprimées par la police, le général Nyombare, ancien patron des services de renseignement, avait annoncé la destitution du chef de l'Etat, en déplacement à l'étranger.

Après 48 heures d'incertitude, le coup s'était soldé par un échec et la reddition d'au moins trois meneurs, dont le général Ndayirukiye, et la fuite d'autres, dont le général Nyombare.

SELON LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE

Prochaine réunion internationale sur la Libye à Vienne

Une réunion internationale sur la Libye se tiendra au niveau ministériel le 16 mai dans la capitale autrichienne Vienne en présence «des principaux acteurs» régionaux et internationaux, a annoncé hier à Tunis le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni.

La rencontre se fera «à Vienne, entre ministres des Affaires étrangères des pays les plus importants de la région, ainsi que des (...)

principaux acteurs internationaux», a indiqué M. Gentiloni, en visite en Tunisie pour des entretiens qui doivent porter sur l'immigration clandestine, la lutte antiterroriste et la situation en Libye. «Un effort commun est nécessaire pour aider le processus de stabilisation en Libye», a-t-il poursuivi, notant avoir remis une invitation à la Tunisie en son nom et en celui du secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Cette réunion aura lieu le 16 mai, soit lundi prochain, a dans la foulée précisé la délégation italienne devant la presse. Fin 2015, l'Italie

avait accueilli une réunion internationale axée sur un règlement politique de la crise libyenne. La Libye est livrée aux milices armées depuis la chute de l'ancien régime de Muammar Al Gueddafi en 2011.

Depuis fin mars, le gouvernement d'union dirigé par Fayez Al-Sarraj et soutenu par l'ONU tente d'asseoir son autorité. Mais dans l'est du pays, une autorité parallèle est encore en place avec des forces armées qui lui sont loyales.

Ce chaos a permis à l'organisation terroriste Daesh de s'implanter dans le pays.